



**Prospérité
pour les financiers,**

**Austérité
pour les salariés :**



ÇA SUFFIT !

11 octobre 2011
**S'attaquer à la crise
par les revendications**

Pour la CGT, les politiques de bas salaires, de suppressions et de précarisation de l'emploi, de réduction de la protection sociale, des services publics et des droits des salariés ne sont pas les conséquences mais les raisons de la crise.

Ces causes découlent de choix politiques pour donner toujours plus de gages aux marchés financiers et aux agences de notation avec des conséquences dramatiques pour les salariés.

**POUR GAGNER,
ne laissons pas les affaires du monde
dans les mains du monde
des affaires !**

C'est par les revendications construites sur chaque lieu de travail et les mobilisations pour les faire aboutir que les salariés, unitairement, avec leurs syndicats, porteront une sortie de crise par le social.

Il est urgent d'exiger l'ouverture de négociations dans chaque entreprise pour revendiquer :

- des augmentations de salaires avec un niveau d'entrée dans les grilles à 1700 € bruts ;
- la fin des inégalités de traitement entre les femmes et les hommes ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois ;

- la transformation des heures supplémentaires en emplois. (186 millions d'heures supplémentaires au 2^e semestre 2011 représentent 400 000 emplois en rythme annuel et 3 milliards de recettes pour la Sécurité sociale) ;

- le contrôle des aides publiques aux entreprises (170 milliards en 2010, soit 9 millions de Smic (cotisations sociales comprises)...

C'est en ce sens que les dix exigences de la CGT pour sortir de la crise doivent être transformées en revendications concrètes sur chaque lieu de travail.

Chaque euro gagné par les salariés, chaque emploi gagné ou conservé, chaque exonération fiscale et sociale mise au service de la production ... sont autant de moyens au service de la relance économique.

Tout ce qui sera gagné par les salariés sur chaque lieu de travail inversera la répartition des richesses créées et représentera des milliards d'euros au niveau national et européen.



Pas de solutions sans action !

L'appel des syndicats CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires à faire du 11 octobre une journée nationale d'action unitaire interprofessionnelle vous permet, à toutes et à tous, de dire puissamment, ensemble, au patronat et au gouvernement : **ÇA SUFFIT, les salariés ne se condamnent pas à subir.**

C'est dans ce cadre que la CGT pense indispensable de mettre à disposition toutes les modalités possibles, **dont la grève, pour manifester ensemble le 11 octobre** en inscrivant cette journée dans un processus de mobilisation dans chaque entreprise pour gagner sur les revendications.

En France, l'appel des syndicats pour le 11 octobre est repris par les organisations lycéennes et étudiantes (UNL, UNEF), par des organisations mutualistes et par de nombreuses associations de défense des services publics.

Des premières décisions de manifestations unitaires sont prises dans les départements (33, 58, 59, 62, 66, 69, 71, 76, 85, Paris pour toute la région Ile de France) et les rencontres unitaires se poursuivent dans tout le pays pour appeler à manifester ensemble.

Les appels unitaires de l'ensemble des organisations syndicales dans l'éducation pour le **27 septembre**, et pour les retraités par l'ensemble des unions confédérales pour le **6 octobre**, sont des points d'appuis importants au processus de mobilisation à construire.

En Europe, les salariés se mobilisent avec les syndicats.

En Italie, Espagne, Grèce, Portugal, les salariés se sont mobilisés contre l'austérité.

Le 19 septembre en Pologne, ce sont 50 000 salariés représentant 18 pays européens qui ont participé à l'Euro manifestation pour une Europe plus forte faite de croissance durable et de cohésion sociale.

En Angleterre, un mouvement de grève est en construction contre la réforme des retraites dans les services publics.

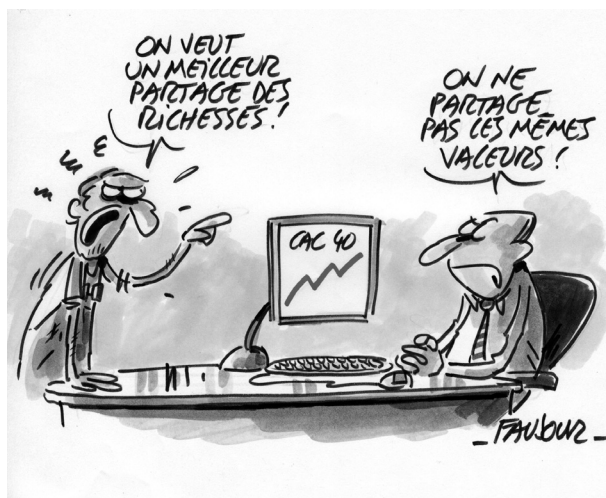
En Grèce, les syndicats du public et du privé appellent à une nouvelle journée de grève générale le 19 octobre.

Pas de pause pour les mobilisations

Pour la CGT, comme pour les salariés, c'est aujourd'hui que se font des choix, c'est aujourd'hui que les conditions de vie et de travail se dégradent, c'est donc aujourd'hui que les mobilisations porteuses de revendications vont permettre de gagner. N'attendons pas 2012 pour parler du social !

S'organiser pour gagner

Dans les entreprises pour gagner, le syndicat est l'outil que vous pouvez prendre en main. Alors prenez place aux côtés d'autres syndiqués pour être plus forts, ensemble, et construire le syndicat et l'activité dont vous avez besoin.



Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus fort.

Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : Courriel :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :



Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex,
téléphone : 01 48 18 84 72, fax : 01 48 51 51 80, courriel : orga@cgt.fr. **Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr**

Les dix exigences de la CGT pour sortir de la crise

① Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux

- Dans le privé, ouverture des négociations annuelles obligatoires par anticipation sur 2012 et dans le public rouvrir la négociation salariale ;
- porter le Smic à 1 700 euros brut par mois ;
- résorber les inégalités de traitement entre les femmes et les hommes.

- 1 salarié sur 2 gagne moins de 1 500 euros par mois ;
- l'écart salarial demeure de 25 % entre les hommes et les femmes ;
- 8,2 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 954 euros par mois et la moitié avec moins de 773 euros ;
- les salaires ont eu la plus faible progression les dix dernières années ;
- pour la première fois depuis 1945, la masse des salaires versés en 2009 dans le privé a été inférieure à celle de 2008.

② Contrôler les aides publiques aux entreprises

- Respect des critères de création d'emplois ;
- conditionner aux politiques salariales ;
- donner des moyens d'intervention aux représentants des salariés sur le bien fondé et l'usage de ces aides.

Montant des exonérations fiscales et sociales et autres aides publiques aux entreprises : 170 milliards d'euros = 9 millions de Smic annuels (cotisations sociales comprises).

③ Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements

- Majorer les cotisations chômage employeur sur les emplois précaires ;
- élargir l'assiette des cotisations et contributions sociales aux primes, stock-options, intéressement. **(1,3 milliard d'euros de recettes)** ;
- élargir les pouvoirs d'intervention des salariés et de leurs représentants dans leur entreprise, leur groupe, voire leur filière d'activité ;
- reconnaître la pénibilité des métiers ouvrant droit à un départ anticipé en retraite.

Le système d'indemnisation du chômage ne bénéficie qu'à moins d'un chômeur sur deux.

Le chômage des plus de 50 ans touche 810 000 personnes, soit 300 000 de plus qu'en 2008.

Mesure spécifique pour les chômeurs en fin de droits, condamnés au RSA après une carrière complète du fait de la réforme des retraites.

④ Suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires

- Privilégier les créations d'emplois et l'augmentation des salaires.

- 186 millions d'heures supplémentaires au 2^e trimestre 2011.
- équivaut à 400 000 emplois en rythme annuel.
- 3 milliards d'euros de perte de recettes pour la Sécurité sociale.

⑤ Stopper les suppressions d'emplois

- Orienter les investissements dans le développement industriel, la recherche et la préservation de l'environnement et créer les emplois nécessaires.
- Stopper la suppression d'un fonctionnaire sur deux et créer de nouveaux postes dans la fonction publique et les services publics, outils de cohésion sociale et d'efficacité économique et sociale.

⑥ Développer les politiques publiques et les moyens des services publics

- Education,
- santé,
- recherche,
- infrastructures,...

⑦ Réformer la fiscalité en profondeur

- Accroître la progressivité de l'impôt sur le revenu et créer de nouvelles tranches pour les hauts revenus,
- augmenter l'impôt sur la fortune (ISF),
- supprimer les niches fiscales inutiles selon leur impact économique et social,
- soumettre à cotisation tous les revenus sans distinction,
- alléger les impôts indirects (TVA) qui pèsent proportionnellement plus sur les plus modestes,
- réformer l'impôt sur les sociétés en pénalisant le versement de dividendes et la spéculation pour favoriser l'investissement, l'emploi et les salaires,
- revoir la fiscalité locale afin de réduire les impôts et taxes sur les ménages à revenu modeste,
- réformer le financement de la protection sociale.

210 milliards d'euros de dividendes versés par les entreprises non financières en 2010 contre seulement 182 milliards d'euros d'investissement.

	100 Français les plus riches	Ensemble des contribuables
Revenu fiscal de référence	28 700 000 €	22 202 €
Part des actions et obligations	91 %	
Part des salaires (imposables)		85 %

⑧ Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits pour :

- Financer l'investissement productif : l'emploi, la formation, la recherche, les équipements.

En Europe et dans le monde.

⑨ Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.

⑩ Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique :

- Création par les états d'un fond, avec le concours de la Banque Centrale Européenne (BCE) pour financer le développement social et économique et réduire les inégalités.

Les États ont su créer un fonds de 750 milliards d'euros pour sauver les financiers.